Le pacte local : une démarche méthodique de capacitation citoyenne pour l'ancrage territorial des solidarités

Martine Theveniaut : Réseau P'actes Européens

Introduction : Contexte

La territorialité est la base géographique de l'existence sociale. « *C'est une œuvre humaine. C'est là que chaque société résout ses problèmes, satisfait ses besoins, assouvit ses rêves, en suscitant constamment des mécanismes et des régulations capables d'assurer des fonctionnements collectifs* » (Verschave, 2005, p 29-30[1]). Dans les années 80, la globalisation économique installe la concurrence comme règle du jeu, sans résistance cohérente d'Etats affaiblis. Il en résulte de profonds déséquilibres dans les territoires et entre eux. Dans ce contexte, des individus et des petits groupes se mettent en mouvement pour répondre aux problèmes vitaux de leur quotidien tels que se loger, se nourrir, travailler, accéder aux services, bien vivre. Ni experts, ni leader de masse, leurs intentions ne sont pas seulement réparatrices, elles sont dynamiques et transformatrices, mais restent à la marge des systèmes institués.

L'économie solidaire, en tant que courant de pensée, s'inscrit dans cette dynamique sociale parce qu'elle cristallise une voie de changement possible. L'ancrage territorial des solidarités est tout d'abord conçu en termes de proximité et d'engagement comme « *l'ensemble des relations sociales et économiques par lesquelles des petits groupes de personnes s'organisent à leur initiative, à courtes distances, pour répondre à leurs propres besoins ou créer leur activité*»[2]. Ces inventeurs sociaux n'entretiennent tout d'abord qu'une relation ténue avec les conceptualisations en discussion dans les années 1990. Et même si « *le local ne se perçoit plus comme la base de la pyramide, ou ne s'en satisfait plus* »[3], de fait, chaque système d'action est tributaire de la géographie des pouvoirs administratifs et politiques, de la qualité de ses relations fonctionnelles sur place et d'opportunités venant d'en haut. Il est bien rare que des expériences citoyennes novatrices soient associées comme partenaires pour coopérer aux solutions. La responsabilité partagée de trouver des réponses concrètes et équitables à un même problème, en croisant ressources et compétences, reste un parcours semé d'obstacles.

Comment inscrire ces nouvelles approches citoyennes dans leurs territorialités concrètes et les relier entre elles ? La demande de repères et de connaissances est considérable, et les espaces de débat horizontaux où partager des questions qui sont communes sont rares. Le Collectif des Pactes Locaux se constitue dans ce vivier de personnes en 1998, grâce à l'appui financier de la FPH qui soutient « *la production d'intelligence collective et la mise en réseau* »[4]. Ses fondateurs sont entrepreneurs, élus, simples habitants, travailleurs sociaux, syndicalistes, fonctionnaires, associations, chercheurs. Partis d'un diagnostic nourri d'une cinquantaine d'expériences collectées, en France et au-delà (DF128, 2000)[5], leur première activité consiste à définir dans une même grille de lecture quelles sont les caractéristiques et les points communs de ces formes de partenariats locaux qui portent des propositions structurantes : Quels fondamentaux ? Quelles méthodes ? Quels effets ?

---

[1] Vershave Fr.X. 2005, Libres leçons de Braudel, ECLM
[2]Agence pour le développement des services de proximité, 1996
[3]Theveniaut,M., 1999, Synthèse des Consultations régionales de l'économie sociale et solidaire
[4]Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.
5 2001 - Des alliances pour des territoires innovants et solidaires, ECLM www.eclm.fr/ouvrage-57.html

Le fonctionnement du collectif

Ses membres ne souhaitent pas devenir une institution. Leur charte interne précise qu'ils font réseau autour de valeurs communes, d'un même objectif, d'un plan d'action et d'un calendrier partagé. Chaque Pacte Local agit en autonomie. Le Collectif national est un acteur indirect qui remplit un rôle de cohésion, de soutien, de courroie de transmission par la valeur d'exemple de cette façon de faire. Un secrétariat de coordination assume le rôle indispensable d'activateur des relations.

Dès 1998, la méthode de mutualisation intègre l'observation sur place

Son principe fondamental est la parité entre l'invité et l'invitant et une façon d'observer bienveillante et critique qui n'est ni évaluation, ni jugement, ni posture externe. Un membre d'un pacte local est un « pair », lui-même impliqué dans une action, locale ou plus large, dont le regard, sans complaisance, a pour objet un retour aux « invitants », pour les aider à prendre du recul, améliorer, voire repartir. Les pairs viennent aussi pour rapporter de l'expérience ou des idées dans leur champ de pratiques, apprendre à se forger une expérience comparative par des observations réitérées.

En trois ans d'échanges, cette démarche qui réunit des membres à l'intersection de plusieurs réseaux, collèges d'acteurs, territoires, leur a permis de cheminer hors des visions partielles, des procédures et des urgences. Elle a ouvert un espace de débat national permanent entretenu par des « Brèves » et des « Journées nationales ». Elle a produit de la confiance entre personnes de milieux, âges, régions, métiers et sensibilités très divers et consolidé **la « plus-value qualitative » du pacte local**.

Un enseignement de cette étape initiale est que l'approche « entre pairs » comme l'ensemble de la production du Collectif, n'aurait pas pu voir le jour sans le temps volontairement consacré par ses membres. L'intérêt, l'assiduité et la durée des relations sont des ingrédients indispensables pour consolider des utopies concrètes, comme celle d'une coopération apprenante non hiérarchique, ouverte et librement consentie » (Cahier de propositions « 1+1=3 », 2004[6]).

1. Le pacte local : « espace d'organisation où l'individu concret peut se reconstruire avec d'autres »[7]

Deux exemples de membres associés au démarrage du Collectif avec qui les relations perdurent **sont proposés**. Leur traçabilité permet d'en tirer des enseignements. Ils sont croisés avec différents items de la grille « pacte local » formalisée en 2001.

❖ Créer des activités dans d'Agglomération dijonnaise depuis 1997[8]

❖

Items *: Le pacte local est* ***une démarche visant à associer*** *à minima les personnes concernées et d'autres catégories d'acteurs du territoire : élus, institutions, secteur économique (particulièrement PME et PMI), secteur associatif, personnes ressources dont les compétences sont complémentaires. Et de façon optimale, le plus grand nombre.*

Il a ***une origine concertée*** *: Il existe à partir du moment où il y a concertation et engagement contractualisé. Le contrat peut revêtir plusieurs formes et contenir plusieurs éléments : les objectifs, la mise en oeuvre et les modalités d'évaluation. On parle par exemple de "diagnostic partagé constamment ré-apprécié".*

Il est ***ancré sur un territoire, ouvert, relié et connu****. Il peut se définir par la capacité à faire des choses ensemble à partir des ressources disponibles. En référence à ses valeurs, il répond aux besoins et aux ambitions du territoire dans une volonté de cohérence entre acteurs, actions, échelons territoriaux.*

[6] http://www.pactes-locaux.org/bdf/docs/cahier_pactes_locaux1.pdf
[7] Havel, 1990, p86-93
[8] http://www.pole-economie-solidaire21.org/

Des Pôles d'économie solidaire existent depuis les années 90 en France. Leurs origines remontent au Réseau pour une Économie Alternative et Solidaire (REAS). Certains de leurs promoteurs en sont des correspondants locaux. Ils ont mené un important travail de réflexion donnant lieu à la production d'un ouvrage collectif en 2001[9].

Depuis 1997, le Pôle de Dijon accueille et accompagne des porteurs de projet et des réseaux de solidarité. C'est un lieu ouvert, où chacun peut trouver sa place. Il travaille sur le lien entre la personne et son projet de vie. Il organise l'entraide entre les porteurs de projet et les échanges avec les acteurs du territoire qui peuvent contribuer à leur réalisation. En 2001, il se constitue en association à l'échelle de l'agglomération, à la suite d'un travail approfondi conduit par Pascal Mullard, par ailleurs membre actif des Pactes Locaux. Combiner l'ensemble des ressources propres à fournir les assises du projet n'est pas de la technique pure, c'est prendre en compte les enjeux humains, aider à trouver les ajustements entre activités-support et projet personnel, connaître suffisamment le champ institutionnel, mettre les informations à disposition, savoir s'évaluer collectivement.

Le Conseil d'Administration du Pôle comporte 5 collèges qui représentent les différentes parties prenantes de la réponse : personnes qualifiées, porteurs de projet et créateurs, bénévoles, salariés, financeurs. L'accompagnement combine le suivi individuel avec un accompagnement collectif qui répond à plusieurs objectifs: entretenir une dynamique de groupe autour du projet, engager une construction de réseau professionnel et social, favoriser l'échange, l'entraide, la solidarité et accéder aux compétences nécessaires au métier d'entrepreneur. Comment ? Par des petits déjeuners, des après-midis de l'info, des ateliers thématiques, des groupes de travail autonomes, un suivi post-création.

Résultats :

Quantitatifs : Nombre de personnes accompagnées

- 2003 : le Pôle a reçu 267 personnes, accompagné 137 projets dont 65 ont abouti avec 29 créations d'activités et 35 emplois, soit une augmentation de 50% par rapport à 2001.
- 2010 : il a reçu 404 personnes ; accompagné 375 dont 75 ont abouti à une création d'activités et 95 à des emplois, 15 en formation. 102 poursuivent leur accompagnement à la création d'activités en 2011.
- 2015 : en diminution, mais restant significatif : 168 projets accueillis ; 75 accompagnés ; 18 aboutis ; 45 emplois pérennisés ; et 91 entreprises sociales.

Indicateurs qualitatifs : appropriation du projet, professionnalisation, développement personnel. Les impacts constatés mesurent les retombées économiques, le développement local, l'utilité culturelle, l'utilité sociale.

Chaque année, il organise un bilan participatif avec les membres des cinq collèges du CA. Cette approche partagée sensibilise les porteurs de projet à la dynamique sociale de territoire. La coopération entre des acteurs territoriaux qui se sont collectivement appropriés le projet permet au Pôle d'être mieux connu par les habitants, et mieux reconnu par les collectivités de l'agglomération dijonnaise. Il est devenu un acteur incontournable de l'Agglomération.

Les questionnements issus de ces échanges multiples constituent la raison d'être, la richesse, et le capital créateur du Pole de Dijon qui , de fait, anticipe la redéfinition de l'activité ancrée dans un territoire. Elle peut être définie comme la mobilisation de valeurs personnelles et professionnelles, un ancrage au lieu comme composante d'un choix de vie dans une histoire sociale préexistante. Les activités créées impriment les effets de nouvelles demandes sociales, définissent des profils d'activités dans des espaces déterminés aptes à les accueillir. Elles articulent les valeurs intrinsèques d'un développement endogène (alimentation, réponses aux besoins essentiels), des valeurs attributives extérieures (loisir, valeur environnementale, tourisme), dans des systèmes relationnels divers.

[9] « Pour une économie alternative et solidaire, Collectif MB2 », 2001, Ed. l'Harmattan

Sa traçabilité (plus de 20 ans !) souligne l'importance du facteur collectif pour optimiser les chances de réussite des petits projets, individuels ou collectifs en veillant à ce qu'ils constituent des réponses adaptées aux besoins et aux conditions particulières d'un territoire de vie, en lui étant utile.

❖ Construire des coopérations entre échelles à l'initiative d'élus (Bretagne)

Autres items de la grille concernant les méthodes :
*Le pacte local **aborde la situation sous tous les angles** avec une attention à la qualité des relations interpersonnelles, un esprit de recherche-action, un diagnostic de l'existant, des énergies disponibles, des niveaux d'implication clairement identifiés.*
*C'est **une démarche participative et concertée qui :***
- privilégie les solutions s'appuyant sur des coopérations, autant qu'elles les permettent,
- accepte le conflit en positivant les divergences pour qu'elles servent le bien commun,
- s'articule avec les politiques locales, articule l'interne avec l'externe,
- installe une parité de parole et d'écoute entre tous les acteurs,
- produit de l'estime mutuelle.

La nouvelle équipe élue en juin 1995 à la Mairie de Betton en Ille-et-Vilaine, compte deux élus membres des Pactes Locaux : Yves Arnaud et Alain Yvergniaux[10]. Ils ont le projet de « plus de solidarité, de convivialité, de lien social » pour répondre à des demandes mal couvertes (ou pas du tout) par le marché classique, notamment la petite enfance et les personnes âgées. Leur intérêt majeur est d'être à la confluence du développement local et de la cohésion sociale. L'initiative est collective et ouvre des rapports économiques et sociaux novateurs entre les prestataires de services, les usagers et les partenaires publics dont la commune est partie prenante.
Ce troisième enjeu, fondamental pour la réussite des deux premiers, implique **une méthodologie rigoureuse** pour « *ne pas mettre la charrue avant les boeufs* » et faire fonctionner la démocratie locale, rendant les habitants acteurs du développement social et économique de leur commune. **Le rôle de la municipalité est clairement précisé**. Elle ne «fera pas» mais offrira les meilleures conditions pour qu'associations, services et entreprises existantes ou à créer, puissent être les acteurs centraux du développement des services de proximité. Un groupe d'une trentaine de bénévoles réalise une enquête par questionnaire auprès de l'ensemble de la population pour connaître les besoins et impulser la dynamique collective aux côtés des élus.
Les résultats dépassent les espérances par l**'ampleur** et **la qualité** des réponses et la mobilisation citoyenne. Trois groupes de travail planchent sur les résultats pour hiérarchiser les priorités.

Résultats:
4 ans d'exercice soulignent le caractère essentiel de la dimension relationnelle.
L'association n'a pas connu de grosses difficultés, son développement a généré des ressources propres et des soutiens financiers significatifs. Le vivier de bénévoles est important. Compte tenu de son expérience, « Relais Services » a reçu de la municipalité de Betton une mission d'observatoire : demandes non satisfaites, attentes en matière de services aux particuliers, système d'information sur les services auxquels peut prétendre la population.
Obstacles : En prise avec les questions quotidiennes, les mandats locaux sont souvent obligés de **gérer l'urgence**. Et il n'est pas facile de faire reconnaître la nécessité de micro-projets pour de micro-besoins, parce qu'on ne peut pas justifier les caractéristiques de visibilité attendues.

[10] 1 http://www.paysderennes.fr/

Il reste beaucoup à faire pour expliquer que l'économie solidaire peut constituer aux côtés de l'économie de marché et de l'économie administrée une voie complémentaire à part entière.

Vers une gouvernance territoriale et concertée de l'économique et du social. Par la suite, Alain Yvergniaux élargit ses mandats politiques et ne participe plus que ponctuellement au Collectif. Un entretien avec lui en 2010 met à jour la dimension constructive d'un tel parcours d'engagement[11]. Élu à Rennes Métropole en 2001, il conçoit son mandat comme un appui à une démarche structurante qui donne envie que l'ESS devienne une dimension à part entière et réussit la mise en place d'une délégation ESS dans le « Pays Rennais ».
Le terreau était favorable. « *Plusieurs syndicats, le collège associatif y sont sensibilisés. Le patronat accepte de discuter. Tout est prêt quand le Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire est mis en place en 2001. Il apporte des moyens pour des études et l'embauche d'un permanent. C'est une période importante qui a fait travailler ensemble les différentes familles qui se connaissaient assez peu et a réussi à les fédérer. Certains freins qui bridaient son développement ont été traités. Les comités d'engagement uniques solutionnent les éternels tours de table financiers où le milieu associatif s'épuise à réunir tous les financeurs. Ce qui a permis des avancées sur la garde d'enfants, les horaires atypiques, plein de sujets déjà abordés dans la commune de Betton.* ***Les graines semées ont perduré !*** *Devenu Conseiller régional, la mesure a été démultipliée.* ***Les 21 Pays « Voynet »ont une délégation ESS financée*** *».*

2. Comment combiner deux exigences nécessaires au changement de cap

Bienvenue dans l'ère de l'Anthropocène ! ». Si réaliser la justice sociale et économique reste la première exigence, comprendre les interdépendances pour atteindre cette finalité est indispensable. À l'évidence, ni les états, ni les multinationales ne sont à même de définir, seuls, des régulations prescriptives équilibrées, et encore moins de les faire respecter. Nul, où qu'il habite, n'est à l'abri des conséquences des choix d'action ou des effets de l'inaction d'autrui. Pour changer de cap, il faut donc s'inscrire délibérément dans la transformation des grands enjeux planétaires.

Oui, mais comment s'y préparer ?
L'expérience forme : elle apprend que si Local et Global sont interdépendants, c'est dans leur ancrage territorial que des réponses deviennent opérationnelles, à la fois très complexes et très concrètes. Si le local ne détient pas la réponse à lui seul, il est au fondement de l'édifice: laboratoire, contre-pouvoir, vivier de la biodiversité socioéconomique et culturelle, à haut potentiel de démultiplication.
Les démarches citoyennes ont imaginé et expérimenté **une diversité de formes d'organisation**. Or, dans la crise actuelle des relations, leur véritable performance est d'avoir balisé le chemin de l'entraide pour répondre aux problèmes de tous les jours, aux conditions économiques et sociales, culturelles et institutionnelles de leur contexte.
Mutualisation des pratiques et nouveaux courants de pensée ont contribué à transformer l'imaginaire collectif de ce qui est désirable - notamment pour la jeunesse - exemples à l'appui.

[11] Entretien19 mai 2010, http://aloe.socioeco.org/article967_fr.html

Deux exemples sont proposés ici pour illustrer cette émergence

❖ **Les Partenariats Locaux Solidaires entre producteurs et consommateurs** (PLSPC)

Ils mettent en évidence les effets démultiplicateurs obtenus quand des personnes concernées par une même situation-problème s'organisent dans un même espace de vie territorial : **leur réseau partenarial porte alors l'intérêt général bien au delà du groupe lui-même**. Nous avons pu suivre de près cette émergence, grâce au compagnonnage au long cours avec Judith Hitchman, membre active du Collectif des Pactes. Elle a contribué à la mise en place du réseau URGENCI[12] en 2004. Elle est actuellement présidente de son Comité international.

On ne part pas de rien : Les contrats locaux entre paysans et consommateurs existent depuis les années 1970 au Japon. Des consommateurs sensibilisés aux méfaits de la pollution décident de modifier leurs modes d'alimentation. Des agriculteurs transforment leurs méthodes pour donner la priorité à la santé. C'est le début du système Teikei (partenariat en Japonais). Il n'a cessé de se développer depuis lors. Dans le monde anglo-saxon, on parle de *Community Supported Agriculture*. On en compte plusieurs milliers en Amérique du Nord, en Australie, en Nouvelle-Zélande, et sous diverses appellations dans toute l'Europe.
Ces PLSPC ont été conceptualisés. Ils sont caractérisés par :
- un engagement mutuel de fourniture par les producteurs, et d'écoulement par les consommateurs, des aliments produits à chaque campagne agricole est croisé avec la dimension locale de promotion des échanges.
- un partage des risques et des avantages entre acteurs d'une production saine, adaptée au rythme des saisons, respectueuse de l'environnement, du patrimoine naturel et culturel, et de la santé.
- une rémunération juste et équitable, payée à l'avance, suffisante pour assurer une vie digne aux paysans et à leurs familles.
- une relation directe du binôme producteur-consommateur, basée sur les rapports humains et la confiance, sans intermédiaire, sans hiérarchie, sans relation de subordination.

Résultats :
Les PLSPC donnent un sens commun à d'innombrables pratiques singulières qui découvrent leurs ressemblances au-delà de leurs diversités contextuelles. À eux tous, ils constituent le point de départ d'une (ré)organisation citoyenne, comme alternative concrète à l'existence bilatérale Etat/Marché, pour une autre approche de la planification, ouvrant sur l'énergie, le bilan carbone, les droits humains, la souveraineté alimentaire.
Le réseau local est un point clé pour intégrer la production agricole dans une vue d'ensemble. Voir les choses largement et de façon reliée permet de considérer les relations que l'économie entretient avec l'alimentation et la nourriture sous toutes les facettes : environnement, sols, eau, logistique, transports. Cela permet aussi d'intégrer des questions de société majeures dans les solutions : parité homme/femme, dialogue social territorial, gestion équitable et durable des ressources, équité des rapports commerciaux, dialogue des cultures .
Partir de la base est un facteur de transversalité et de pertinence pour recomposer des réponses. Les acteurs locaux manquent d'interlocuteurs car les questions qui les concernent (foncier, cohésion sociale, etc) sont disjointes dans les politiques publiques, sans approche globale. Les banques sont formelles, mais les PLSPC sont informels. Les syndicats, tout comme les régulations agricoles, sont nationaux, européens et sectoriels. Tandis que la qualité est intégrée et certifiée en bout de chaîne dans

[12] Urbain-Rural Générer des Echanges Nouveaux entre Citoyens www.urgenci.net

l'acte même de consommer. Les universités sont un élément du et dans le système. Peu d'économistes travaillent sur les interrelations des PLSPC et quelles formes de relations mettre en place avec les Gouvernements locaux et régionaux.
À défaut d'avoir toutes les réponses en mains, poser les bonnes questions à partir des territorialités de la vie sociale, constitue un étayage solide pour faire entrer peu à peu l'approche systémique dans des dispositions législatives. Les capacités des acteurs locaux y gagnent progressivement en expertise et en reconnaissance.
Résultats : les singularités contribuent à la transformation des systèmes globaux.
Développer des compétences sur la base de l'inventivité des pratiques augmente la crédibilité et la légitimité d'une parole politique non partisane jusqu'au plus haut niveau. Le Comité de la Sécurité Alimentaire, structure clé de la FAO, était réservé aux représentants des Gouvernements. Des Organisations de la société civile se sont rassemblées, favorisant ainsi une réforme entrée en vigueur en 2009. Elle fait une place à la société civile, ainsi qu'aux entreprises majeures avec voix consultative. URGENCI est intégré en 2010 dans le Mécanisme de la Société Civile de la FAO où elle contribue à défendre le principe de la souveraineté alimentaire.

❖ 2007 : Les Pactes Locaux réinvestissent leurs apprentissages comme levier pour l'action

La 4ème rencontre «Globalisation des solidarités» du RIPESS[13], sera accueillie en Europe en 2009. Le préambule du « **Forum Lux'09** », affirme qu'« une autre économie existe et que les innovations de l'économie sociale et solidaire font mieux que témoigner, elles préfigurent un autre monde possible ». Partageant cette espérance, ils se joignent au comité de pilotage européen et proposent un Atelier transversal consacré à : « **La participation démocratique et l'ancrage territorial d'une économie plus solidaire** ».

L'Observation bienveillante et critique entre pairs, outil méthodologique de mutualisation, est adapté aux objectifs de ce cycle de rencontres.
Une plateforme de travail, conçue comme une expérimentation de pertinence et d'efficacité, est mise en place. Elle associe toute personne volontaire sous condition d'engagement à contribuer activement. La perspective d'un « après Lux'09 » est annoncée dès le lancement, en novembre 2007, ainsi que le calendrier pour tenir le cap. La démarche entretient un double mouvement : produire des propositions européennes / et réintroduire les avancées obtenues dans les systèmes d'action territoriaux de ceux qui les auront accueillis sur place.
Entre l'automne 2007 et mars 2009, la plateforme se rend dans 5 régions, en France et au Luxembourg, accueillie par des personnes et des structures volontaires, en présence de leurs partenaires et d'invités extérieurs choisis d'un commun accord. Chacune a identifié les réponses apportées -ou à imaginer- à quelques grandes problématiques territoriales : emploi et territoire (Centre de Ressources des Groupements d'employeurs, Poitiers) ; tourisme et territoire (Région Auvergne) ; Tiers-secteur (Objectif Plein Emploi, Luxembourg) ; revitalisation urbaine (Equitess, Fontenay-sous-Bois) ; solidarités rural/urbain (Pays de Saint Omer). Les étapes régionales appliquent le même cahier des charges : une même grille de lecture et un même format d'animation en 3 temps (j'illustre, je débats, je propose). L'objectif est de tirer des enseignements de portée générale de ces démarches singulières.
Des rencontres nationales intermédiaires - dites « hors sol » - mettent les résultats en perspective de stratégies de changement possibles, depuis le local et le territorial jusqu'au national, l'européen et

[13] Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale Solidaire

l'international.
Cette capitalisation itinérante d'un an et demi a fait participer environ 300 personnes et rassemblé 30 expériences d'organismes associatifs, institutionnels ou privés.
Ces échanges ont été complétés par **l'ouverture d'un forum internet en 3 langues** pour intégrer la dimension internationale de la participation. 20 exemples supplémentaires ont été collectés.

Propositions sociales: « L'expérience forme et prend forme du local à l'Europe, en passant par Luxembourg »
La conviction qu'ils se sont forgés est que « pour transformer l'action publique et concilier économie endogène et exogène, mieux vaut ***faire confiance à l'inventivité*** *humaine pour répondre aux besoins essentiels que tout attendre des institutions. Et mieux vaut* ***partir des réalités et des ressources naturelles et culturelles des territoires*** *pour trouver des solutions viables et pérennes aux défis d'un développement soutenable ».*
*« **mener une politique de la preuve** pour y parvenir est une clé du basculement de prototypes confinés vers des conditions de faisabilité de la démocratisation en profondeur de l'économie : par l'analyse rigoureuse des conditions d'émergence, d'existence, d'extension et d'essaimage des projets singuliers ; et par l'analyse des résultats et des effets de toutes natures.*
*Cette politique de la preuve accompagne l'ensemble d'**une politique de communication, vulgarisation, pédagogie**, en trouvant les codes pour une information juste, plurielle, non réductrice, adaptée et accessible à tous publics.*
Il est essentiel de considérer ces enjeux sur le long terme pour faire évoluer les curseurs.

La compréhension mutuelle produit une mise en mouvement.
En avril 2009**,** un sixième Voyage apprenant s'ajoute au cycle pour accueillir une délégation internationale en amont du Forum Lux'09, à la demande de la FPH. Il est accueilli dans l'Aude où est le siège des Pactes Locaux. En cinq jours d'un programme de découverte et de dialogue, les participants, notamment asiatiques, Denison Jayaasoria [14] de Malaisie et Ben Quiñones, des Philippines, futurs organisateurs de la 5ème rencontre du RIPESS à Manille en 2013, disent avoir compris le langage de « l'approche territoriale ».
Denison explique que « *l'Asie s'est largement et vite ouverte à l'économie de marché, faisant baisser la pauvreté, mais le capitalisme apporte aussi beaucoup de restrictions à la démocratie fondamentale. Le discours des intellectuels européens sur la solidarité passe mal car il est associé avec marxisme ou socialisme. Pourtant, l'Etat impose ses monopoles. Cette situation provoque un activisme communautaire contre la marginalisation. Lors de son « voyage apprenant » dans le Sud de la France, il a constaté que le processus solidaire était similaire.* ***Ce processus doit faire l'objet d'un travail international de rassemblement des expériences et des personnes, car les études de cas ont beaucoup à apporter, partout dans le monde, pour proposer un nouvel agenda démocratique dans l'avenir*** **».**
Ben Quiñones ajoute que « pour montrer au monde que ces histoires apprenantes sont une alternative, il faut distinguer deux niveaux:
- Le premier, à la base, est le comment de l'enracinement des projets locaux concrets*, soit avec des catalyseurs, des porte-parole, soit avec le portage d'un élu qui obtient peu à peu un consensus autour d'objectifs de développement local qui font sens et contribuent à enrayer la dévitalisation territoriale.*
- Le second « intermédiaire » ce sont des études de cas pour obtenir un effet de collection, à discuter au sein d'un groupe de réflexion non académique. Car, il faut comprendre ce que l'on a appris pour porter des propositions et montrer au monde que c'est une alternative **».**

[14] Chercheur principal à l'Université nationale de Malaisie, Institut d'études ethniques

Lux'09 est le socle sur lequel les Pactes Locaux engagent leur développement[15].

Bilan du cycle de Voyages Apprenants : **les résultats vont au-delà des espérances**

La taille modeste de la plateforme a favorisé son pouvoir de convocation. Elle a pu expérimenter des processus de convergence en se rendant utile, et parce qu'elle faisait sens pour chacun.

Le consensus de l'Atelier7 fait évoluer le format des rencontres du RIPESS: L'approche territoriale des initiatives, locales ou régionales, sera placée au niveau d'importance le plus haut pour la rencontre du RIPESS en Asie, afin d'équilibrer ou compléter les approches thématiques.

Les Pactes Locaux acceptent la responsabilité de mettre en oeuvre ce consensus et s'engagent dans la préparation de « Manila'13 » pour 4 ans.

La composition du Collectif se modifie et s'ouvre sur l'Europe et au-delà.

En novembre 2009, invités à participer à la rencontre de l'Asian Alliance for Solidarity Economy (ASEF) à Tokyo, leur première action est d'organiser un Forum internet en trois langues[16]. Le territoire est un terme qui a des significations différentes selon les cultures et les langues. Venant d'horizons si différents**,** leur objectif est de **donner une forme** à ce dont on souhaite parler ensemble, dans laquelle chacun se reconnaisse suffisamment. Le Forum débouche sur un consensus et une définition validée à Tokyo[17].

Mais qu'est-ce que le territoire dans la mondialité ?

Définition : ***Pour nous le territoire est un système d'action à base géographique où s'organisent des relations sociales, culturelles, économiques, politiques*** *:*

- entre des habitants qui partagent des patrimoines, un vécu et les destinées d'un même espace hérité et en devenir (natifs, adoptifs, migrants, visiteurs…) ;

- entre des organisations aux fonctionnalités multiples (entreprises, collectivités, états, réseaux d'entraide, filières etc.…) ;

- entre ces personnes et ces organisations …avec un environnement biogéographique donné,

- entre toutes ces composantes et des ensembles plus vastes (macro) ou plus petits (micro).

Les bases "locales" de ces relations territoriales *peuvent être différentes selon la nature de la relation interpersonnelle considérée. Elles sont nécessairement ouvertes sur l'extérieur.*

Car, dans le monde d'aujourd'hui, les interdépendances se sont multipliées. La résolution de problèmes aussi concrets que l'habitat, l'alimentation, l'aménagement, le développement, les infrastructures, les services, l'emploi, la formation, l'usage raisonné des ressources naturelles, la répartition des moyens disponibles, etc. doivent tenir compte :

- des contraintes et des atouts d'une production et d'une distribution des biens et des services mondialisée ;

- des insuffisances actuelles de la gouvernance internationale pour accéder de façon juste, et gérer de façon équitable et efficace, des ressources naturelles et culturelles (biens communs planétaires, valeurs partagées) et les flux de toute nature de façon appropriée à la diversité des situations (écosystèmes, métropoles surpeuplées, territoires fragilisés, etc.);

- des nouvelles articulations et formes d'organisation (institutionnelles, économiques, sociales, mais

[15] http://aloe.socioeco.org/page74-projet_fr.html

[16] Coanimé par Martine Theveniaut, Yvon Poirier, RIPESS North America et Françoise Wautiez, animatrice de la base de connaissances ALOE, devenue depuis : socioeco.org,

[17] Synthèse finale de l'atelier : Les expériences de l'ESS dans les territoires (fr, en, esp) Ripess Manila'13 http://www.socioeco.org/bdf_colloque-13_fr.html

aussi transversales, financières, fiscales, techniques etc.) que la gouvernance territoriale doit créer.

En 2010, Ils décident de s'inscrire dans le projet social européen qui fait une place au territoire pour exercer leur propre citoyenneté géographique et politique. **Ils se transforment en P'actes Européens**, lancés officiellement au Comité des Régions européennes à Bruxelles pour **porter leurs propositions sociales dans l'agenda européen.**

***Le développement local durable peut être une issue par le haut à la crise actuelle**, à certaines conditions :*

*• Une stratégie conçue et appliquée en vue d'obtenir **des réponses concrètes** aux problèmes essentiels qui se posent au quotidien dans une perspective d'ouverture et d'articulation solidaire entre les territoires.*

*• Une stratégie inscrite dans **une perspective de moyen et long terme** d'intégration des réponses locales et régionales dans le droit commun, (interactions et coopérations).*

*• **La responsabilité partagée comme principe directeur**. La gouvernance multi-niveaux comme instrument. **Elle inclut la société civile organisée comme partie prenante de la conduite d'action** en tant qu'acteur collectif de l'économie réelle et de la gouvernance territoriale.*

*• **Une stratégie multi-fonds** dans un cadre programmatique facilitateur et **des règles d'application simples et transparentes**.*

*• Des objectifs de résultats définis par **des indicateurs quantitatifs** (combien) - **et - qualitatifs** (comment) tels que : satisfaction des besoins essentiels dans l'économie réelle; qualité du vivre ensemble; résilience; vitalité démocratique et culturelle; diminution de la dépendance énergétique, alimentaire ou financière exogènes.*

En 2011, ils participent à la fondation du RIPESS Europe à Barcelone

En 2012, pour financer l'étape suivante, ils s'engagent dans un projet Grundtvig de « Partenariats éducatifs » Leur projet est intitulé PACTES : **P**lateforme d'**A**pprentissage et de **C**oopération vers des **T**erritoires **E**uropéens **S**olidaires. Le Voyage Apprenant est développé comme outil d'éducation et d'expertise citoyenne, dans un nouveau cycle de deux ans, au service de leurs objectifs : « mutualiser l'expérience en apprenant les uns des autres (éducation populaire avec l'idée d'apprendre à penser par soi-même) ; transmettre les enseignements ; multiplier le nombre de ceux qui les utilisent, se renforcer et s'affirmer ensemble».

Les partenaires de PACTES sont des acteurs ayant une pratique consolidée et des résultats, venant de pays du Sud, Centre et Nord de l'Europe. Chaque organisation-partenaire accueille les autres à tour de rôle pour partager son expertise sur différents contenus thématiques substantiels, et sur ses méthodes de mise en mouvement dans des dynamiques collectives. Les rencontres transnationales sont les moments privilégiés des échanges pour la mutualisation des apprentissages et la mise en forme des propositions.

L'importance clé de la compréhension mutuelle est ressortie, à l'occasion de la rencontre avec l'écovillage de Cloughjordan en Irlande, comme prototype de système complexe[18]. La prise de conscience de la différence des imaginaires, des étapes historiques, des valeurs d'évaluation a obligé à prendre le temps d'expliquer l'arrière-plan «méta» d'une idée. L'effort à fournir dans la communication et la transcription des concepts a été réciproque. L'observation et l'analyse y ont gagné en profondeur et en pertinence, faisant progresser l'analyse du transfert en situation

[18] www.cloughjordancommunityfarm.ie
Newsletter post VA : http://www.pactes-locaux.org/bdf/docs/solidarity_economy_newsletter.pdf

multiculturelle.
Les niveaux d'engagement ont été divers : Le Partenaire Ecossais, CBS Network, a accepté d'aller au-delà de ses engagements formels. Il a partagé son dispositif d'évaluation lors du premier Voyage Apprenant. La trame est sans jugement, rigoureuse et simple : 1) Ce qui a bien marché ; 2) Ce qui a été difficile ; 3) Ce qui peut être amélioré. Il souhaitait que cette fonction soit tournante. Personne ne se proposant pour le relayer, il a accepté de s'en charger de manière permanente, au plus grand bénéfice du Partenariat qui a pu compter sur une évaluation de qualité de façon continue et permis une bonne appropriation de son utilisation, ce qui permet jusqu'à aujourd'hui un ample essaimage dans le réseau formel et informel des P'actes.
Quel transfert est possible et comment ? La coordination s'est chargée de la qualité des échanges en investissant dan un l'interprétariat professionnel simultané dans les 2 langues du projet (Fr, En) ; mais aussi dans la langue du pays d'accueil (en Italie et en Allemagne) ; elle a veillé, tout au long du cycle à la bonne compréhension des modèles d'action présentés, pour apprécier l'utilité potentielle de leur transfert et comment les rendre utilisables dans d'autres contextes.

Résultats :
La valeur ajoutée européenne est indéniable et tangible: La connaissance acquise à l'expérience est un bien immatériel qui se multiplie en se partageant: « *Apprendre les uns des autres» augmente les capacités sociales et professionnelles de chacun ». « Lorsque l'on partage au niveau européen, on pense qu'il y a beaucoup de différences. Les sociologies diffèrent mais les types de problèmes sont les mêmes». « De nouvelles communautés existent déjà. Nous avons des problèmes similaires pour avancer »*[19].
De la découverte à l'approfondissement: Assez unanimes, les participants pensent qu'à l'avenir, il leur faudra cibler plus précisément les objets de leurs discussions, entendre plus longuement les cas concrets, prendre le temps d'approfondir pour définir ce dont les uns et les autres ont besoin pour s'approprier et/ou adapter les innovations d'un autre partenaire et pour constituer une boîte à outils commune, accessible sous licence creative commons,
Le plan d'action des P'actes Européens prévoyait de se mettre en condition d'aborder une étape de transition/transmission dans une projection européenne à 2020. Ils n'y parviendront pas pour diverses raisons qui leur ont fait sentir leurs limites. **En janvier 2017**, **ils établissent et font circuler leur bilan collectif** de 20 ans d'existence et comment leur parcours a pu développer «les capacités de ce Collectif citoyen d'inscrire ses pratiques et ses propositions sociales dans la durée » et quelles seraient les possibilité de les transmettre dans un passage de relais à la génération qui nous suit[20].

Depuis 2012, une ouverture favorise la diffusion pédagogique des acquis des P'actes Européens qui sous-tend sa présence ici :
Le Voyage Apprenant est expérimenté dans un cadre académique à l'initiative de Josiane Stoessel, directrice du Master2 d'Ingeniérie de projets en ESS, à l'Université de Haute Alsace de Mulhouse.. Cette initiative correspond aux choix d'orientations pédagogiques et de recherche-action qu'elle définit pour ce Master. La priorité est accordée aux **capacités inventives et collectives par le croisement des compétences** (connaissances, savoir-faire et savoir-être), conjuguées avec l'ouverture à **la compréhension de la complexité d'un milieu concret**. Elle confie à Martine Theveniaut le choix du lieu et l'organisation de la formation, selon la méthodologie du "Voyage Apprenant". Sa durée est de 5 jours. 15 étudiants sont volontaires.

[19] http://www.pactes-locaux.org/ : Cycle Grundtvig 2012-2014, principaux résultats téléchargeable à la date 9 juillet 2014
[20] http://www.socioeco.org/scrutarijs_fr.html?q=20+ans+relations+partenariales

- **L'exemple proposé ici est le premier en 2013. Il se déroule à Mamers, dans la Sarthe, accueilli par le Café associatif « La Ruche »**.

Contexte : Cette petite ville d'environ 5000 habitants perd des emplois et de la population. C'est dans ce contexte que les fondatrices de La Ruche, Nicole Leguay et Amélie Demonchy se portent volontaires pour accueillir les étudiants. Leur constat est qu'il existe peu d'informations disponibles sur l'économie solidaire et son impact, peu d'offres alternatives en termes de distribution de produits bio, écologiques, éthiques, alors qu'il existe une demande en termes d'écocitoyenneté. Il n'existe pas non plus d'association pour s'impliquer dans l'animation d'un lieu de vie interactif, intergénérationnel, inter-associatif. Elles décident d'ouvrir un Café associatif pour répondre à ces besoins, et proposent des activités d'éducation à la parentalité, d'Échanges Réciproques de Savoirs et de sensibilisation à l'environnement. Leur projet se concrétise aussi dans un groupement d'achat de produits locaux bio. Une dizaine de producteurs alimentent 50 familles adhérentes.

En 2012, La Ruche a franchi une étape, en s'engageant dans un projet de transition alimentaire de plus grande envergure avec la Ville de Mamers. Elle organise en novembre un voyage à Todmorden, ville britannique dans laquelle le mouvement international des «Incroyables Comestibles» a débuté en 2008. Leur objectif est d'aller chercher les informations à la source en y associant des partenaires de la ville, une conseillère régionale, des enseignants et des élèves. Un film est réalisé et diffusé au retour.

L'Association ressent le besoin d'un regard extérieur pour l'aider à franchir le cap de la mise en œuvre de ce projet de « Ville Comestible »., et propose d'accueillir les étudiants.
C'est une opportunité pour eux : il sont placés dans une situation bien concrète d'application de leurs acquis et un cadre d'apprentissage de travail en équipe nouveau pour eux. La Ruche les associe de façon très ouverte et conviviale à toutes les facettes de leurs activités. Ils ont ont pu collecter une ample information, qu'ils ont mise en discussion par étape : tout d'abord dans le cadre de trois sous-groupes thématiques, pour aller vers une synthèse propositionnelle, assumée collectivement comme « **délégation du Master2-IPESS de l'UHA** de Mulhouse ». Leur diagnostic et leurs propositions sont présentées oralement , en présence de 10 partenaires de La Ruche avant leur retour à Mulhouse. Un rapport collectif a suivi, formalisant leur diagnostic et leur propositions. Il est adressé fin février aux accueillants et aux partenaires associés pour leur usage de réflexion et de communication locale.

L'évaluation est conduite avec la méthode apprise de nos collègues Écossais auprès des composantes de cette expérience: **La Ruche, organisation accueillante**, **la délégation des étudiants**, **les P'actes Européens, l'Université commanditaires** qui ont croisé leurs approches fondée sur des regards croisés! et leurs attentes (explicitées en amont) pour apprendre mutuellement les uns des autres, dans une approche rigoureuse et conviviale,

- **C'est une opportunité pour La Ruche** qui, « *grâce à cette marque d'intérêt et ce regard plus théorique qui lui fait défaut, a trouvé « une visibilité, un regain de dynamisme, une aide précieuse pour faire passer des messages et obtenir une meilleure reconnaissance du travail effectué » qui obtient,, un appui estimable de son partenariat sur place* ».

- **Les étudiants ont trouvé «** *le Voyage apprenant pertinent, utile et probablement à fort impact ». « Rencontrer et plonger au coeur d'une expérience, analysée, transmise et réciproquement utile est une démarche pédagogique à laquelle j'adhère ». « Les entretiens avec autant d'entités différentes et variées ont été très bénéfiques ». « Connaître l'écosystème d'une association et les difficultés qu'elle rencontre pour se développer est très enrichissant ». « La densité des réunions a*

permis un apprentissage sérieux ».
« La place a été laissée à une forme de dialogue informel entre membres d'un même groupe, mais aussi plus globalement entre tous. Un lien de confiance a pu s'instaurer, libérant la parole de chacun dans un cadre sécurisé de non-jugement, de bienveillance, de communication… ».

- **Pour les P'actes Européens**, le Voyage Apprenant, comme outil de construction des savoirs, est une expérience d'apprentissage qui trouve pour une première fois sa place dans une formation académique.
- **Pour l'Université commanditaire et Josiane Stoessel, l'expérience est concluante** et reconduite les années suivantes : accueil par les réseaux régionaux de l'ESS de Midi-Pyrénées (ADEPES-2014) ; puis du Nord Pas de Calais (APES-2015) ; puis par le Pôle territorial de coopération économique (PTCE-2016) de l'Agglomération de la ville de Grasse en PACA, et cette année par un Tiers-Lieu « La Machinerie » à Amiens (Nord Pas de Calais2017).
  Elle voit dans cette approche pédagogique, « une opportunité de développer les capacités de renouvellement des ressources que l'ESS puise dans la manière d'appréhender et de comprendre les métamorphoses des sociétés.
  Cette démarche donne accès à la reconnaissance des compétences des acteurs locaux engagés dans la coproduction du bien commun.
  En France, l'enseignement universitaire de l'économie sociale et solidaire peut être l'instance de cet apprentissage et mérite d'être interrogé comme une expérience collective et institutionnelle répondant d'une manière de penser et de faire l'ESS ».

L'usage s'est pris, dès la première année (Angers 2013), d'articuler les résultats des Voyages Apprenants avec la rencontre du RIUESS. Car c'est une opportunité de stimuler la réflexivité et une expression plurielle et publique de ces regards croisés**.**
En 2013, à Angers, la rencontre était consacrée à « Penser et faire l'ESS aujourd'hui : Valeurs, Statuts, Projets ». Et la contribution du quatuor s'est intitulée : « La construction des savoirs dans la transition ».

Martine Theveniaut, 9 avril 2017

Bibliographie :

- Verschave, F.X., La Maison Monde. Libres leçons de Braudel, ECLM 2005, , Editions CLM, p 29-30
- DF n°128, 2000, Des alliances pour des territoires innovants et solidaires : les pactes locaux pour la cohésion sociale et l'emploi, coordonné par Martine Theveniaut et Antonin Prébois,
- Cahier de propositions n°1 :« 1+1=3 », 2004 coordonné par Alain Laurent et Martine Theveniaut.
- Havel, V. Ecrits politiques, le pouvoir des sans-pouvoir.- Points politique (traduction française), p 86-93
- Collectif des MB 2, 2001, Pour une économie alternative et solidaire, L'Harmattan, Préface Denis Clerc. Chapitre IV p85-104
- Theveniaut M. 2007 : Doctorat en Sociologie économique, dirigé par Jean-Louis Laville, CNAM Paris, : « Des inventeurs sociaux pour des territoires à vivre. Bilan et perspectives de 30 ans d'une pratique de la recherche au service de l'action »
  Résumé substantiel (50 pages) 2015 téléchargeable en 2 langues:
  http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-4437_fr.html
  http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-4437_en.html